

COMMUNIQUÉ DU PCF

**Opération places
nettes ou
opération com' ?**

Toulouse, Marseille, Nantes,
Roubaix, Strasbourg, Limoges...
Depuis plusieurs semaines maintenant
sont organisées à travers le pays des
opérations dites « places nettes ».
Associant de nombreux fonctionnaires

(police nationale, gendarmerie, douanes, police municipale...) ces dispositifs mobilisent des moyens nombreux et cela dans un laps de temps resserré autour d'un objectif majeur : celui de la lutte contre le trafic de stupéfiants notamment. Les communistes saluent tous les dispositifs contribuant à renforcer la tranquillité et la sécurité de nos concitoyens notamment dans nos quartiers populaires où les habitants et habitantes sont victimes de l'emprise de réseaux toujours plus structurés et dangereux comme en témoigne la multiplication des fusillades à travers le pays. Nous saluons ainsi l'engagement sans failles des fonctionnaires engagés dans ces opérations qui contribuent à faire reculer les trafics. Pour autant nous restons lucides à l'image de nombreuses organisations professionnelles du secteur qui déplorent le risque de voir dans ces opérations des coups de com' au vu du sous-dimensionnement structurel des unités d'investigation, affaiblies elles-mêmes dans leur organisation et spécificités avec la mise en œuvre de la réforme de la Police Judiciaire. Les communistes souhaitent voir l'effort pour plus de sécurité et tranquillité s'inscrire dans la durée et dans une nécessaire cohérence. Cela passera, selon nous, par un renforcement pérenne de l'ensemble de la chaîne de la sécurité, donc des recrutements pour reconstituer une véritable police de proximité, par une meilleure réponse pénale et judiciaire avec moyens humains à la hauteur des enjeux, le réinvestissement dans les services des douanes, un effort concentré sur le haut du spectre des trafiquants ou encore par un moratoire de la réforme de la PJ. C'est tout le sens des exigences formulées à de nombreuses reprises par les communistes et leurs élus à l'image de l'appel de Marseille décliné encore récemment à Nîmes et qui est appelé à s'élargir.

Parti communiste français,

Le 4 avril 2024.